

ARRETE DU MAIRE
N°ST257RT2024
Abroge l'arrêté ST252RT2024

Objet : stationnement de camions de livraison
Entre le 2A et le 2B rue René Louis Lafforgue
Le 23 juillet 2024 et le 25 juillet 2024 matins (Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 novembre 2023, fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2024.
Vu la demande formulée par le pétitionnaire le 11 juillet 2024

Considérant qu'en raison du stationnement de camions de livraison entre le 2A et le 2B rue René Louis Lafforgue pour les besoins d'une livraison au 168 rue Général de Gaulle, il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

- ARRETE -

Article 1 : abrogation

Cet arrêté abroge l'arrêté ST252RT2024 relatif au stationnement de camions au 168 rue René Louis Lafforgue.

Article 2 : autorisation

Le pétitionnaire est autorisée à occuper temporairement le domaine public, pour le stationnement de camions de livraison entre le 2A et le 2B rue René Louis Lafforgue

Article 3 : prescriptions techniques

Le riverain doit respecter les dispositions particulières suivantes :

- **Stationnement autorisé sur les emplacements entre le 2A et le 2B rue René Louis Lafforgue**
- Le matériel de chantier est balisé et l'emprise du chantier sur la voie publique doit être la moins importante possible.
- Il est interdit de fabriquer directement sur la chaussée ou ses dépendances les mortiers, bétons ou autres. Protection obligatoire du trottoir.

Article 4 : période

Cette autorisation est valable le 23 juillet 2024 et le 25 juillet 2024 les matins (horaires : 8h00-12h00). Elle pourra être prolongée en cas de nécessité par arrêté du Maire.

Article 5 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

Article 6 : redevance

L'autorisation délivrée par l'administration publique implique de la part du permissionnaire le paiement de la redevance relative à l'occupation du domaine public, soit pour le cas présent un montant de :

- Tarif: $0.80 \text{ €} \times 44.5 \text{ m}^2 = 35.60 \text{ €}$
- Tarif: $0.80 \text{ €} \times 31.5 \text{ m}^2 = 25.20 \text{ €}$
- $35.60 + 25.20 = 60.80 \text{ €}$

Article 7 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 9 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 10 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Fait à Brignais, le 22 juillet 2024

Le Maire, Serge BÉRARD,

Jean-Philippe GILLET
L'adjoint délégué



Mise en ligne le :

12 3 JUL 2024